

ALERTE

35 fédérations et associations nationales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion membres de la Commission lutte contre la pauvreté de l'UNIOPSS et des collectifs inter-associatifs locaux présents dans 10 régions (Uriopss)

Paris, le 25 octobre 2021

Communiqué de presse

Une véritable réforme structurelle pour en finir avec les « coups de pouce » !

Le Premier ministre a annoncé, jeudi 21 octobre, le versement d'une « indemnité classe moyenne » de 100 euros à près de 38 millions de français. Les associations de lutte contre la précarité, bien que saluant cette aide ponctuelle, regrettent que le gouvernement ne prenne toujours pas de mesures structurelles envers les plus précaires.

Jean Castex a annoncé, le 21 octobre, le versement automatique d'une aide de 100 euros pour tous les Français vivant avec moins de 2 000 euros nets par mois, y compris pour les allocataires du RSA, de l'AAH et pour les étudiants fiscalement indépendants. L'objectif étant, pour le gouvernement, de contrer les effets néfastes de l'inflation et notamment du prix du carburant.

Les associations de solidarité réunies au sein du collectif ALERTE ne peuvent que saluer ce versement automatique de soutien du pouvoir d'achat des plus précaires.

Toutefois, ALERTE regrette que les aides proposées par le gouvernement depuis le début du quinquennat et pendant la crise sanitaire, ne soient que des « coups de pouce » ponctuels. Effectivement, les revalorisations et bonus de la prime d'activité, les aides exceptionnelles de solidarité versées aux foyers modestes et aux jeunes mais également le renouvellement de la distribution des chèques énergie, illustrent bien la difficulté des ménages précaires à faire face au moindre événement exceptionnel, à l'inflation mais surtout, que les minima sociaux ont une couverture insuffisante aujourd'hui. Qui plus est, il apparaît clairement que les très bas revenus sont structurellement en déficit.

Il est donc indispensable de proposer réellement des mesures structurelles de soutien des plus précaires et aux bas revenus : le collectif ALERTE plaide, entre autres, depuis de nombreux mois, pour la revalorisation des minima sociaux et la déconjugalisation de l'AAH, ainsi que pour l'ouverture du RSA aux jeunes dès 18 ans sous conditions de ressources. L'objectif étant d'en finir avec des aides qui n'améliorent que ponctuellement la situation des plus précaires.

Par ailleurs, des mesures autour de la régulation des prix doivent être proposées.

Le collectif déplore également que cette aide soit versée à 38 millions de français de manière indifférenciée, sans prendre en considération la réalité de chacun, la composition des foyers et les privations lourdes que subissent les plus pauvres.

Le seul engagement structurel pris par Emmanuel Macron, dans son allocution du 13 juillet, autour d'un revenu pour les jeunes, n'est finalement pas tenu. Malgré leur déception, les associations de lutte contre la précarité espèrent que le gouvernement opérera réellement un virage structurel dans les politiques de lutte contre la pauvreté pour les derniers mois du quinquennat, ou, qu'à défaut, la prochaine élection présidentielle fera émerger des propositions ambitieuses.

Contacts presse :

Uniopss/ALERTE : Manon Jullien – 01 53 36 35 09 – mjullien@uniopss.asso.fr

Valérie Mercadal – 01 53 36 35 06 – vmercadal@uniopss.asso.fr